



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
28 octobre 2011
Français
Original: anglais

Quatrième session

Marrakech (Maroc), 24-28 octobre 2011

Projet de rapport

Rapporteur: Matti Joutsen (Finlande)

Additif

V. Prévention

1. À sa [...] séance, le 26 octobre 2011, la Conférence a examiné le point 4 de l'ordre du jour, "Prévention". Elle a été saisie des documents suivants:

a) Document d'information établi par le secrétariat sur les travaux du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption (CAC/COSP/2011/6);

b) Document d'information établi par le secrétariat sur les jeunes et la prévention de la corruption (CAC/COSP/2011/12);

c) Note établie par le secrétariat sur la proposition d'un éventuel plan de travail pluriannuel du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption pour la période allant jusqu'en 2015 (CAC/COSP/2011/CRP.4, en anglais seulement);

d) Observations reçues par le secrétariat en réponse à la note verbale CU 2011/177 du 30 septembre 2011 relative à la proposition d'un éventuel plan de travail pluriannuel du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption pour la période allant jusqu'en 2015 (CAC/COSP/2011/CRP.13, en anglais seulement).

2. Le débat sur le point 4 de l'ordre du jour a été présidé par Ion Galea (Roumanie), Vice-Président de la Conférence, qui a, dans ses remarques liminaires, rappelé le chapitre II de la Convention relatif à la prévention de la corruption dans les sphères tant publique que privée, ainsi que la résolution 3/2 de la Conférence relative aux mesures préventives. Par cette résolution, la Conférence avait établi le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption, qui s'était réuni en décembre 2010 et août 2011. Le Vice-Président

V.11-86737 (F)



Merci de recycler



s'est également référé à ce que le Groupe de travail avait proposé à sa deuxième session, à savoir que la Conférence envisage d'adopter un plan de travail pluriannuel pour la période allant jusqu'en 2015, quand débutera le deuxième cycle du Mécanisme d'examen de l'application.

3. Une représentante du secrétariat a informé la Conférence des informations reçues des États sur leurs politiques et bonnes pratiques en matière de sensibilisation, ainsi que sur les initiatives liées au secteur public et à la prévention. Elle a espéré que la communication d'informations sur une base volontaire allait s'intensifier et aider le secrétariat à donner suite aux appels lancés par le Groupe de travail sur la prévention de la corruption et par la Conférence, qui réclamaient davantage de données analytiques dans ce domaine. Elle a également informé la Conférence des progrès accomplis concernant la mise en œuvre de l'initiative relative à l'intégrité institutionnelle du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, qui visait à aligner les règles d'éthique et d'intégrité internes de ses membres sur les principes de la Convention.

4. Les orateurs ont félicité le Groupe de travail sur la prévention de la corruption pour ses efforts et souligné l'utilité de l'échange d'informations, de données d'expérience et de bonnes pratiques entre les États, ainsi que l'importance de l'assistance technique pour aider les États à appliquer le chapitre II de la Convention.

5. Plusieurs orateurs ont informé la Conférence des résultats des manifestations qu'ils avaient organisées en marge de sa quatrième session (voir section VII ci-dessous).

6. Des orateurs ont souligné l'importance des mesures préventives pour favoriser une culture de l'intégrité, de la transparence et de la tolérance zéro envers la corruption, et le fait que tous les secteurs de la société, y compris la société civile, devaient participer aux efforts de prévention de la corruption et coopérer à cet égard. Ils ont souligné le rôle clef que les jeunes générations pouvaient jouer dans la mise en place de fondements solides pour une action anticorruption à long terme. À ce sujet, on a souligné l'intérêt qu'il y avait à imposer des programmes sur la lutte contre la corruption dans les établissements scolaires à tous les niveaux, depuis l'école primaire jusqu'à l'université. En outre, on a estimé que les organisations communautaires, y compris les groupes religieux et associations de citoyens, jouaient un rôle essentiel. Des orateurs ont souligné le lien étroit entre la prévention de la corruption et la détection, les enquêtes et les poursuites en la matière. On a également insisté sur l'importance du renforcement de l'intégrité judiciaire et de la prévention de la corruption dans le secteur de la justice.

7. On a estimé que l'engagement actif du secteur privé était essentiel pour l'application de mesures préventives efficaces. Cet engagement devait reposer sur des mesures visant à améliorer l'éthique, l'intégrité et le professionnalisme du secteur privé, y compris par le biais de partenariats public-privé. Des orateurs ont appuyé l'adoption d'une approche équilibrée entre infrastructures, technologies et ressources humaines afin de renforcer les institutions anticorruption du secteur public et, partant, de réduire les possibilités de corruption et d'améliorer les efforts de dissuasion. Afin de réaliser ces objectifs, on a souligné qu'il fallait faire porter l'action sur, entre autres, les conflits d'intérêts, les codes de conduite, le

recrutement et la promotion sur la base du mérite, la réduction des barrières administratives, les principes de crédibilité et les mesures de confiance.

8. Des orateurs ont souligné que des mesures devaient être prises pour appliquer le chapitre II de la Convention, avant l'examen des dispositions correspondantes, à compter de 2015 dans le contexte du Mécanisme. Ils ont rendu compte d'un certain nombre d'initiatives et de bonnes pratiques en matière de prévention de la corruption: renforcement des organismes anticorruption et autres institutions connexes; campagnes de sensibilisation du public, y compris à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre la corruption; codes de gouvernance des entreprises; élaboration d'une charte universelle contre la corruption dans le secteur privé et de pactes d'intégrité public-privé et respect de ces instruments; et méthodes à suivre pour l'élaboration d'indicateurs permettant de mesurer et de superviser l'application des codes de conduite du service public.

VI. Recouvrement d'avoirs

9. À ses 5^e et 6^e séances, le 26 octobre 2011, la Conférence des États parties a examiné le point 5 de l'ordre du jour, "Recouvrement d'avoirs". Elle était saisie des documents suivants:

a) Document d'information établi par le secrétariat sur les progrès accomplis dans l'application des recommandations du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs (CAC/COSP/2011/7);

b) Note verbale datée du 7 octobre 2011, adressée au Service de la lutte contre la corruption et la criminalité économique de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime par la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies (Vienne) (CAC/COSP/2011/13);

c) Document de séance contenant des propositions pour un plan de travail pluriannuel pour le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs (CAC/COSP/2011/CRP.7, en anglais seulement).

10. M. I Gusti Agung Wesaka Puja (Indonésie), en sa qualité de Vice-Président de la Conférence, a présidé les débats. Dans ses remarques préliminaires, il a souligné que si la coopération internationale avait progressé, beaucoup restait à faire pour que le chapitre V de la Convention soit pleinement appliqué.

11. Un représentant du secrétariat a appelé l'attention sur les thèmes sur lesquels la Conférence souhaitera peut-être donner des indications supplémentaires, notamment les modalités de création d'un réseau mondial de points focaux pour le recouvrement d'avoirs conformément à la Convention, les moyens de développer des connaissances cumulatives dans le domaine du recouvrement d'avoirs, et la mise au point et l'octroi d'une formation et d'une assistance technique.

12. Pour donner suite à la recommandation adoptée par le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs à sa cinquième réunion, la Conférence a organisé une table ronde sur les aspects pratiques du recouvrement d'avoirs, y compris les problèmes et les bonnes

pratiques. Les représentants du Canada, de l'Égypte, de la France, du Liechtenstein, du Mexique et du Nigéria ont été invités à participer à la table ronde pour faire part des expériences récentes de leur pays.

13. Le représentant de l'Égypte a souligné qu'au lendemain du "Printemps arabe", il était urgent de localiser et recouvrer les avoirs dérobés par des fonctionnaires corrompus en vue de les restituer aux pays d'origine dans l'intérêt des citoyens de ces pays. Il a mis l'accent sur certains obstacles importants que son pays avait rencontrés récemment dans ses efforts pour recouvrer les avoirs détournés, notamment le fait que les États requis exigeaient de recevoir des informations détaillées sur la localisation des avoirs volés et, le cas échéant, des renseignements sur les comptes bancaires; la non-divulgaration d'informations sur la nature exacte et la localisation précise des avoirs déjà gelés; et le fait que les États requérants devaient prouver qu'il existait un lien direct entre les avoirs et des infractions spécifiques.

14. Le représentant du Nigéria s'est dit grandement préoccupé par le fait que seule une petite partie des avoirs dérobés étaient recouvrés et restitués aux pays d'origine concernés. Tout en reconnaissant que son pays avait eu des expériences positives en matière de coopération avec d'autres États, il a estimé que les États requis devaient se montrer plus coopératifs face aux demandes et faire davantage preuve d'initiative dans les affaires de recouvrement d'avoirs. Il a en outre souhaité que des actions en justice efficaces et coordonnées soient engagées contre les corporations multinationales qui s'étaient rendues coupables de corruption d'agents publics étrangers.

15. Le représentant du Liechtenstein a souligné la nécessité de se pencher non seulement sur les dispositions de la Convention portant sur le recouvrement d'avoirs, mais aussi sur les mesures préventives visant à réduire les occasions de corruption et de détournement de fonds, ainsi que sur les dispositions relatives au blanchiment du produit de tels actes de corruption. Il a préconisé l'adoption d'une approche proactive, de la part tant des États requis que des États requérants, notamment par l'ouverture d'enquêtes dans les deux États.

16. Le représentant de la France a donné des informations sur la législation nationale récemment adoptée, qui prévoyait la saisie précoce des avoirs susceptibles d'être liés à la corruption et la création d'un organisme chargé de la gestion des avoirs saisis et de la disposition des avoirs confisqués. Cette nouvelle législation avait grandement facilité la protection des avoirs en vue de leur confiscation ultérieure et une meilleure gestion des avoirs saisis, et elle avait en outre amélioré la capacité de la France à coopérer avec les États requérants pour le recouvrement et la restitution d'avoirs.

17. Le représentant du Canada a également présenté la législation récemment adoptée au vu des demandes d'entraide judiciaire faites par l'Égypte et la Tunisie en matière de recouvrement d'avoirs. La nouvelle législation prévoyait le gel immédiat, sur demande, des fonds détenus par des fonctionnaires de haut rang ainsi que par les membres de leur famille, pour faire en sorte que les autorités, tant au Canada que dans l'État requérant, disposent de suffisamment de temps pour mener des enquêtes et engager des poursuites. Le représentant a insisté sur la nécessité pour les pays de se référer à la Convention comme fondement de la coopération directe, comme dans les cas mentionnés.

18. Le représentant du Mexique a appelé l'attention sur les efforts consentis par son gouvernement, qui assurera la présidence de la prochaine réunion des ministres des finances et gouverneurs de banque centrale du Groupe des Vingt (G-20), pour promouvoir l'application effective de la Convention, en particulier du chapitre V sur le recouvrement d'avoirs, dans le cadre du plan d'action anticorruption du G-20. Il a souligné qu'il importait de compléter la procédure de recouvrement d'avoirs par un ensemble de mesures visant à prévenir la corruption et le détournement de fonds à grande échelle. De telles mesures renforceraient la responsabilisation, la transparence et l'intégrité dans la gestion des ressources publiques et des affaires publiques et amélioreraient la passation de marchés publics, la transparence budgétaire et les déclarations de revenus et d'avoirs.

19. Au cours des échanges qui ont suivi, plusieurs orateurs ont mentionné des difficultés pratiques en matière de recouvrement d'avoirs. La plupart des participants ont estimé que les dispositions du chapitre V sur le recouvrement d'avoirs n'étaient pas encore appréciées à leur juste valeur ou efficacement appliquées par les États parties, comme en témoignaient en particulier les longs délais de réponse aux demandes, et que leur application était entravée notamment par les coûts des procédures de recouvrement d'avoirs, les difficultés de coordination entre les différents acteurs du recouvrement d'avoirs au niveau national et le manque de connaissances techniques et de possibilités de formation.

20. Les participants se sont félicités des travaux de l'UNODC et du secrétariat de l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés (Initiative StAR) consistant à développer et à diffuser les connaissances, à réaliser des travaux d'analyse, à recenser les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience et à dispenser des formations, ainsi que de la publication récente du rapport de l'UNODC sur l'évaluation des flux financiers illicites résultant du trafic de drogues et d'autres formes de criminalité transnationale organisée.

21. Les orateurs ont souligné l'importance d'une application directe de la Convention comme fondement juridique de la coopération internationale en matière pénale et ont mis l'accent sur les bonnes pratiques, telle que la divulgation spontanée d'informations et les consultations informelles fréquentes avant la soumission de demandes formelles d'entraide judiciaire. Un certain nombre d'orateurs ont relaté des expériences positives concernant la confiscation d'avoirs non fondée sur une condamnation et l'adoption d'une législation connexe conformément au paragraphe 1 c) de l'article 54 de la Convention. Des orateurs ont demandé aux États d'éliminer les lieux sûrs pour les avoirs volés et d'abroger les lois sur le secret bancaire dans la mesure où elles entravaient le recouvrement d'avoirs. L'importance des registres nationaux d'avoirs et de comptes bancaires, susceptibles de grandement faciliter le recouvrement d'avoirs, a également été soulignée.

22. Un orateur a proposé que l'UNODC soit informé des demandes de recouvrement d'avoirs et des réponses apportées, et qu'un fonds d'affectation spéciale soit créé sous les auspices de l'ONU pour aider à couvrir les coûts des procédures de recouvrement d'avoirs. Un autre orateur a proposé de mettre en place un mécanisme permettant de restituer volontairement et anonymement les avoirs volés.

23. Des orateurs ont rappelé la nécessité d'intensifier la collecte et l'analyse d'informations sur les affaires de recouvrement d'avoirs. Un orateur a proposé l'établissement d'un recueil de lois adoptées, difficultés rencontrées et bonnes pratiques recensées en matière de recouvrement d'avoirs dans les pays du Groupe des Huit.

24. La prorogation du mandat du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs et l'adoption d'un plan de travail pluriannuel pour guider ses activités futures ont reçu un accueil très favorable. On a rappelé la nécessité de mettre en place un réseau mondial de points focaux pour le recouvrement d'avoirs, conformément à la Convention. Il a été proposé de mettre au point un descriptif type des fonctions de ces points focaux et de resserrer les liens avec les réseaux existants.

25. Un représentant d'une organisation non gouvernementale a mis l'accent sur la nécessité de s'assurer que les institutions financières respectaient les réglementations visant à prévenir le blanchiment d'argent et a souligné qu'une forte volonté politique en matière de coopération dans le domaine du recouvrement d'avoirs devrait être accompagnée de mesures spécifiques aussi bien dans les États requérants que dans les États requis.
